

Régis Ladous

en collaboration avec Pierre Blanchard

Le Vatican et le Japon dans la guerre de la Grande Asie orientale

La mission Marella

**desclee
de
brouwer**



PAGES D'HISTOIRE - ESSAI

Le Vatican et le Japon
dans la guerre de la Grande Asie orientale

Régis Ladous
en collaboration avec Pierre Blanchard

Le Vatican et le Japon
dans la guerre
de la Grande Asie orientale

La mission Marella

Desclée de Brouwer

Collection « Pages d'Histoire »
sous la direction de Jean-Dominique Durand

Dirigée par Jean-Dominique Durand, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lyon, la collection « Pages d'Histoire » chez Desclée de Brouwer accueille essais, biographies ou publication de documents en écho aux travaux universitaires les plus récents. Elle se propose d'éclairer la place propre des faits religieux au cours de l'histoire, notamment pour tout ce qui touche au christianisme.

Introduction

L'affaire Scattolini

Il ne faut pas chercher ici un roman d'espionnage. D'abord ce roman a déjà été écrit. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Bureau des services stratégiques des États-Unis, l'OSS, n'a jamais disposé que de deux sources d'informations secrètes concernant le Vatican. Les noms de code de ces sources étaient Vessel et Dusty. Elles étaient contrôlées par James Jesus Angleton, qui fut par la suite, et pendant vingt ans, le chef du contre-espionnage américain. Surnommé l'« homme aux orchidées », Angleton oscillait entre la naïveté et la paranoïa. Ce fut tout de même grâce à lui qu'à partir de 1943 Vessel et Dusty fournirent à Washington des renseignements tout à fait étonnants sur les activités du Vatican au Japon. Ils révélaient entre autres que Paolo Marella, le délégué apostolique à Tokyo, c'est-à-dire le représentant du pape au Japon, passait le plus clair de son temps à espionner et à manœuvrer. Les rapports qu'il envoyait au Saint-Siège étaient bourrés de détails sur la politique, l'économie, les mouvements des troupes et des navires de guerre. Il savait ce qui se passait au Japon, mais aussi en Chine et en Mandchourie. Il ne se contentait pas d'être un informateur omniscient, il préparait une médiation pontificale qui permettrait de hâter la fin de la guerre. L'affaire était d'envergure, puisqu'il fallait convaincre les États-Unis de renoncer à imposer au Japon une capitulation sans condition. Mais en cas de réussite, des millions de Japonais reconnaissants se convertiraient au catholicisme. Ces

âneries inquiétèrent assez vite quelques responsables de l'OSS. Mais le président Roosevelt s'était entiché de Vessel et Dusty, il voulait chaque semaine sa ration de Vessel et Dusty.

Vessel et Dusty étaient un seul et même homme. Il s'appelait Virgilio Scattolini et donnait dans le journalisme obscur. Il rédigeait le *Notiziario*, un bulletin d'informations douteuses à l'usage des diplomates effrayés. Il lui arriva aussi de publier des critiques de films dans *L'Osservatore Romano* – et ce fut là son seul contact avec le Vatican. Sous cette couverture, il émargeait de tous côtés. Ses principales sources de revenu ont été la police secrète fasciste jusqu'en 1942, les Américains par la suite. Mais il avait des clients de passage. Ce charmant garçon avait d'abord songé à devenir dramaturge ou poète – et il l'est devenu, à sa manière. Il avait dirigé une revue florentine, *La difesa dell'Arte*, et publié des romans coquins (*La ragazza dai sette peccati*, *Giannetta delicioza aviatrice*, *La signora che non fu signora*) ainsi qu'un petit traité de la tromperie, *L'arte d'imbrogliare il prossimo*, « l'art de tromper son prochain », publié à Florence chez l'éditeur Cecconi, dans les années 1920. Il y affichait clairement ses compétences et son ambition, ce qui le classe un peu au-dessus des escrocs banals. Il voulait faire de l'argent, mais en y mettant les formes, et la manière. Il eut tout de même le culot d'annoncer aux cerveaux du renseignement américain que le Saint-Siège avait l'intention de construire un aéroport dans les jardins du Vatican. Et on l'a cru. Son étoile commença à pâlir au milieu de février 1945, quand il inventa une entrevue entre l'ambassadeur du Japon auprès de Pie XII, Ken Harada, et son homologue américain, Myron Taylor. Taylor prouva qu'à la date indiquée par Vessel, il ne se trouvait pas à Rome. Il jura d'autre part qu'il n'avait jamais entretenu de contacts secrets avec les Japonais. Dans une note du 2 mars 1945, Mgr Tardini, substitut de la secrétairerie d'État du Vatican, résume sobrement l'affaire : « Sono tutte invenzioni. » Pie XII se déclara tout de même « surpris et choqué¹ ». Mais jusqu'à sa mort, au mois

1. *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale*, vol. 11, p. 700.

d'avril, Roosevelt continua à lire les rapports Vessel ou Dusty, ceux du moins qui concernaient le Japon. Et jusqu'à la fin de 1945, l'OSS continua de payer le faussaire. Les grandes institutions n'aiment pas se déjuger. Par la suite, Scattolini se recycla avec succès en vendant son *imbroglio* au parti communiste italien. Ses *Documenti segreti della diplomazia pontificia*, publiés à Lugano en 1948, constituent l'un des faux les plus contagieux de l'histoire contemporaine, pris et repris par trois générations de polémistes. Scattolini a fini par se faire prendre et condamner pour escroquerie. Mais sa petite musique a continué à courir et à faire danser Marella sur deux airs bien distincts, celui de l'ange de la paix qui s'active à mettre un terme à la guerre, et celui de l'agent secret qui fournit au Pentagone tout ce qu'il faut savoir pour incendier Tokyo. C'est contradictoire, sans doute, mais depuis quand les récits fantastiques s'embarrassent-ils de contradictions?

En 1976 encore, Paolo Marella dut se défendre d'avoir fourni à Washington des cartes et des plans stratégiques japonais par l'intermédiaire du substitut de la secrétairerie d'État Giovanni Battista Montini, devenu entre-temps le pape Paul VI. Bien plus tard, le fantôme de Scattolini continuait à poursuivre celui de Marella. En 2001, par exemple, le *Corriere della Sera*, que l'on croyait plus sérieux, inventa une sorte de volière où, sous des noms d'oiseaux, Marella et deux ou trois évêques japonais s'activaient en 1945 à concocter un traité de paix entre le Japon et les États-Unis. Le nom de code de Marella aurait été le « rouge-gorge de Tokyo », l'évêque de Yokohama le « rouge-gorge de Yokohama », l'évêque de Tokyo le « loriot » ou le « troglodyte », on s'y perd un peu².

Pourquoi les Américains n'ont-ils pas comparé les révélations de l'escroc florentin avec les messages authentiques envoyés par Marella et interceptés à Arlington Hall par la Gold Section du SIS, la section du service cryptographique de l'armée américaine

2. *Corriere della Sera*, 19 août 2001. Le mois d'août est parfois redoutable pour les journalistes.

chargée d'écouter tout ce qu'émettait le Vatican ? La réponse est assez simple : Arlington n'a rien intercepté parce que Marella n'a rien émis. Il n'y aurait sans doute pas eu d'affaire Vessel si les gens de l'OSS avaient connu les moyens dont le délégué disposait pour communiquer. Il devait tout bonnement utiliser le bureau de poste et y expédier ses lettres ou ses télégrammes. Il n'avait pas de valise diplomatique, pas de coursiers, pas d'émetteur radio. En 1942, quand se posa la question des prisonniers de guerre, il demanda au Gaimushô, le ministère des Affaires étrangères du Japon, l'autorisation de posséder un récepteur puissant, à des fins humanitaires. Ce fut bien tout ce qu'il réussit à obtenir, ce qui ne lui servit d'ailleurs pas à grand-chose parce que les émissions de Radio Vatican étaient souvent brouillées. Il codait sa correspondance mais il ne disposait que du Code Rouge (*Cifrario Rosso*), un chiffre de qualité inférieure employé depuis le début des années 1930. La secrétairerie d'État du Vatican le réservait à la routine et aux affaires purement religieuses. Le Code Rouge a été cassé en 1940-1941 par les Italiens, les Hongrois, les Finlandais, les Britanniques, les Américains, à un moment où le Saint-Siège n'avait plus de moyens sûrs pour faire parvenir un nouveau chiffre à son représentant au Japon. Marella savait que ce qu'il expédiait serait lu par les Japonais, les alliés des Japonais, les ennemis des Japonais, bref, par tout le monde. Au cas, très improbable, où il aurait surpris des secrets d'importance, il n'aurait pas su comment les transmettre. Cette transparence involontaire l'obligeait à rédiger ses rapports de manière qu'ils puissent être lus par les indiscrets. Il faut en tenir compte pour les interpréter correctement.

Ajoutons que les autorités japonaises exerçaient sur les diplomates une surveillance stricte, et qu'elles avaient imposé à Marella des contraintes spéciales. Après Pearl Harbor, c'est par lui que devait passer toute la correspondance entre le Vatican et ses représentants à Pékin, à Nankin, aux Philippines, en Birmanie, à Hong Kong, à Malacca, à Java et finalement en Indochine. Marella n'avait pas le droit de coder cette correspondance-là, il devait la transmettre en

clair, et en japonais, condition requise pour avoir le droit d'utiliser la poste militaire nipponne. Même s'il avait été une émule de Richard Sorge, le représentant du pape n'aurait pu faire grand-chose. Au reste, il n'a jamais songé à jouer au maître espion ni au faiseur de paix. Sa mission était ailleurs, du côté de la congrégation *de Propaganda Fide*, que l'on appellera, selon l'usage, la Propagande³.

3. Sur l'affaire Scattolini, cf. David ALVAREZ, *Spies in the Vatican*, United Press of Kansas, 2002. Sur l'attitude de Roosevelt envers Vessel, cf. Joseph E. PERSICO, *Roosevelt's Secret War: FDR and World War II Espionage*, New York, Random House, 2001.

Première partie

Le délégué

La Propagande

Le 22 juin 1622, dans la foulée de la Réforme catholique et de la grande réorganisation qui l'a accompagnée, le pape Grégoire XV institua la Sacrée Congrégation de la Propagande. Elle s'installa place d'Espagne, dans un palais massif construit par Francesco Borromini et Gian Lorenzo Bernini, que les Français appellent le Bernin. Bien plus que la secrétairerie d'État, qui est installée au Vatican, la place d'Espagne fut le port d'attache de Paolo Marella, sa grande maison, le centre d'où il recevait ses consignes et auquel il adressait ses rapports les plus importants. Comme les autres congrégations de la Curie romaine, la Propagande était d'abord un groupe de cardinaux pourvu du cadre juridique, des moyens financiers, du personnel et des locaux nécessaires pour mener une action de longue durée. Mais plus que les autres congrégations, elle constituait un monde en soi, une *societas perfecta*, avec son autonomie financière, son service d'information, l'agence Fides, son université, établie depuis 1929 sur le mont Janicule et que l'on appelait alors le Collège pontifical urbain, et sa hiérarchie particulière où tous les responsables, les délégués, les visiteurs, les vicaires, les préfets et les administrateurs étaient qualifiés d'apostoliques parce que partout où ils se rendaient ils continuaient la mission des apôtres, la propagation de la foi.

Dès sa fondation, la Propagande s'était donné trois objectifs principaux, de ceux que l'on ne pouvait songer à atteindre qu'au terme d'un effort multiséculaire. Le premier consistait à dégager les missions de la tutelle des puissances catholiques pour les placer sous la direction directe du Saint-Siège. Trois siècles plus tard il

n'était plus question du *patronato* espagnol ni du *padroado* portugais. En Chine, la France avait pris le relais en se faisant accorder le droit de protéger les missions catholiques et de les représenter auprès des autorités locales¹. Il en allait autrement au Japon. Dans les dépêches que l'ambassadeur Paul Claudel envoya au Quai d'Orsay entre 1921 et 1927, la prétention française à patronner les catholiques n'affleure plus qu'à l'état de traces et de regrets. Marella n'eut pas à se colleter avec des protecteurs occidentaux. Il fut, sans masque ni frein, l'homme du pape auprès de l'empereur.

Le deuxième objectif était peut-être plus ardu, puisqu'il s'agissait de coordonner les missions de toutes langues et de tous ordres. La tâche était toujours à faire, toujours à refaire. Le catholicisme japonais des années 1930 était moins homogène que celui des années 1890. La place d'Espagne s'en inquiétait et confia à Marella le soin d'y porter remède, ou de s'y efforcer. La tâche était rude en pratique mais claire dans son principe, fonctionnelle aussi, inscrite dans la structure de cette grande administration centralisée qu'était la Propagande.

Il en allait autrement du troisième objectif, qui s'ouvre sur des mystères. Les pères fondateurs de la Propagande voulaient à la fois l'unité et la différence. Pour s'enraciner hors d'Europe, l'Église une devait s'adapter à la diversité des cultures. Cet objectif figure dans une instruction de 1659 citée en 1936, à la demande de Marella, dans l'instruction par laquelle la Propagande demande aux catholiques japonais de se plier aux rites shintoïstes :

« Ne mettez aucun zèle, n'avancez aucun argument pour convaincre ces peuples de changer leurs rites, leurs coutumes et leurs mœurs, à moins qu'ils ne soient évidemment contraires à la religion et à la morale. Quoi de plus absurde que de transporter

1. Le protectorat de la France sur les missions catholiques de Chine fut institué par le traité de Whampoa, en 1844. Il dura *de jure* jusqu'en février 1946.

chez les Chinois la France, l'Espagne, l'Italie ou quelque autre pays d'Europe? N'introduisez pas chez eux nos pays mais la foi, cette foi qui ne repousse ni ne blesse ni les rites, ni les usages d'aucun peuple, pourvu qu'ils ne soient pas détestables, mais qui, bien au contraire, veut qu'on les garde et les protège. Il est pour ainsi dire inscrit dans la nature de tous les hommes d'estimer, d'aimer, de mettre au-dessus de tout au monde les traditions de leur pays, et le pays lui-même. Ne mettez donc jamais en parallèle les usages de ces peuples avec ceux de l'Europe: bien au contraire, empressez-vous de vous y habituer. »

Ce beau texte est difficile à interpréter, encore plus à appliquer. Au Japon, Marella va devoir méditer, comme tous les cadres supérieurs des grandes multinationales, sur le difficile équilibre entre le *think global* et l'*act local*. Mais l'Église n'est pas seulement une institution mondiale. Communauté spirituelle, elle exige de ses membres qu'ils se convertissent, c'est-à-dire qu'ils dépouillent le vieil homme et revêtent l'homme nouveau. La conversion est une rupture. Comment concilier cette rupture avec le respect des civilisations qui se sont développées en dehors du catholicisme? La question existe; les réponses aussi. Dans leur diversité, elles renvoient à deux conceptions différentes du rapport de l'Église et des cultures. La table rase ou l'adaptation.

L'instruction de 1659 est longtemps restée lettre morte. Pendant deux ou trois siècles l'idée d'adaptation a été battue en brèche par celle de la table rase: les cultures indigènes sont inaccessibles au christianisme, il convient donc de les éradiquer. En Extrême-Orient, la table rase fonctionna comme un projet tantôt inhibiteur tantôt mobilisateur. Inhibiteur, il n'empêcha pas les missionnaires de se plier aux mœurs locales, mais il leur interdit de le faire de manière efficace. Vaille que vaille, on vit apparaître toute une gamme d'adaptations honteuses, partielles, bricolées dans l'incohérence et le désordre. Mobilisateur, il poussa les missionnaires à créer des villages chrétiens, des ghettos catholiques destinés à

préserver les petits troupeaux fidèles des influences néfastes du paganisme. Au mieux, ces réductions constituèrent des utopies, des Icaries ou des phalanstères chrétiens, des réalisations anticipatrices du monde de demain, des modèles dont on espérait qu'à long terme ils sauraient influencer la grande société. Au pire, ils formèrent des mares stagnantes et croupissantes. Les prêtres qui les avaient fondés eurent tendance à gérer ces fiefs en propriétaires prudents, soucieux de conserver leur bien et d'en écarter la concurrence. Pierre Humbertclaude, qui a été le troisième secrétaire de Marella à Tokyo, décrit le catholicisme chinois de l'entre-deux-guerres comme « un agrégat de missions suivant chacune sa voie propre² ». Dans ce champ clos de toutes les nationalités et de toutes les congrégations, les Français parlaient aux Français, les Franciscains français aux Franciscains français, etc. Comme le note Claude Soetens, il a fallu parfois attendre la Seconde Guerre mondiale et l'internement des ressortissants alliés par les Japonais pour que des religieux appartenant à des congrégations et à des nationalités différentes, regroupés dans des camps, aient « l'occasion d'échanger leurs vues sur les méthodes missionnaires³ ».

La table rase n'a jamais totalement éclipsé le projet contraire, l'adaptation méthodique et ordonnée du christianisme aux civilisations d'Asie. L'idée qu'il fallait respecter les rites et les usages locaux a survécu sur les marges, et des marges parfois consistantes, si l'on songe aux jésuites de Chine au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles. Il fallut tout de même attendre le XX^e siècle pour que les missionnaires redécouvrent l'instruction de 1659, ou son esprit, et finissent par se convaincre que les sociétés où ils vivaient avaient une réelle valeur humaine, que l'humain était la capacité du divin, et que le christianisme devait presque tout assumer sans presque rien détruire. Lorsque Paolo Marella débarqua au Japon, cela faisait

2. Dans sa préface à la réédition de 1967 des *Visions d'espoir* de Marella.

3. Claude SOETENS, *L'Église catholique en Chine au XX^e siècle*, Paris, Beauchesne, 1997, p. 154.

une quinzaine d'années que la place d'Espagne recevait des rapports qui critiquaient l'idéologie de la table rase et l'existence des ghettos catholiques. Ils provinrent d'abord de missionnaires de base⁴ puis de chefs de mission⁵. Ce furent enfin les chrétiens autochtones qui donnèrent de la voix. Marella transmet ainsi à ses supérieurs un mémorandum rédigé par un haut fonctionnaire japonais converti au catholicisme, Dominique Masaji Hirayama, conseiller auprès du gouvernement de l'État satellite créé par les Japonais en Mongolie-Intérieure. Hirayama y expose, en les reprenant partiellement à son compte, les « critiques parfois acerbes qui voudraient interpréter l'esprit catholique comme un esprit de féodalisme, comme si les missionnaires avaient pour but de créer des îlots de chrétienté où le missionnaire tout-puissant est le maître absolu, père spirituel, mais aussi administrateur dans les choses temporelles⁶ ».

Ces rapports étaient bien reçus, à condition qu'ils passent par la voie hiérarchique et qu'ils ne fassent l'objet d'aucune publicité. D'où les tribulations d'un lazariste d'origine belge, Vincent Lebbe, devenu Chinois parmi les Chinois, et qui sut dire haut et clair qu'il était « hideux » de parler en Chine de la mission civilisatrice de l'Europe. Désavoué, pour ne pas dire honni par la majorité des missionnaires qui se trouvaient en Chine, Vincent Lebbe a tout de même fini par se faire entendre du Vatican et de la place d'Espagne. Il a été reçu par Benoît XV, et Pie XI a réalisé un projet qui lui était cher : la consécration des premiers évêques chinois.

4. En 1916 et en 1917, par exemple, le lazariste Antoine Cotta, missionnaire en Chine, envoya à la Propagande plusieurs rapports qui dénonçaient l'esprit de clocher et le « féodalisme territorial » des missions, ordonnés surtout à la défense des fiefs et des situations acquises.

5. En 1929 le supérieur général des Missions étrangères de Milan, Paul Manna, remit au préfet de la Propagande un rapport plutôt rude sur la situation en Extrême-Orient : « La foi se propage peu [...]. Au lieu d'établir l'Église, les ordres et instituts missionnaires ont plutôt fini par s'établir eux-mêmes [...]. Plus les missions sont puissantes, plus l'Église est faible » ; Claude SOETENS, *op. cit.*, p. 42.

6. Mémorandum rédigé en français et joint par Marella au rapport qu'il a envoyé à Fumasoni le 20 juillet 1939, AP.

Vincent Lebbe a hanté Paolo Marella. Il a dit sur le christianisme en Chine presque tout ce que Marella a dit, après lui, sur le christianisme au Japon. Mais Marella n'a jamais cité Lebbe, il ne s'est jamais référé à lui de manière explicite. Il ne le pouvait pas. D'abord parce qu'il était aussi japonais que Lebbe était chinois, à une époque où le Japon et la Chine se faisaient la guerre. Mais surtout parce que Lebbe n'a pas respecté les règles du centralisme ecclésiastique. Il a dit à tout le monde tout ce qu'il pensait sur la nécessité d'abattre le mur qui séparait les catholiques chinois de la grande masse de leurs concitoyens, sur la nécessité aussi de former un clergé autochtone et lui confier la direction de l'Église de Chine. Lebbe ne s'est pas contenté d'irriter les vieilles barbes qui ne comprenaient pas que l'on puisse rendre la Chine aux Chinois. Il a eu aussi beaucoup de problèmes avec sa hiérarchie parce qu'il posait de bonnes questions, mais en dehors des cadres, en franc-tireur. Les grandes administrations n'aiment pas les francs-tireurs. Elles finissent tout de même par s'en inspirer et par bouger sur les lignes qu'ils ont tracées. Mais elles ne le reconnaissent pas volontiers. Vincent Lebbe a été la référence obscure de Paolo Marella, son double et son contraire⁷.

Si le Saint-Siège a accueilli de bon cœur les critiques qui respectaient la voie hiérarchique mais aussi, en fronçant les sourcils, celles

7. Il n'existe n'a pas de biographie récente de Vincent Lebbe. Né à Gand en 1877, il entra chez les prêtres de la Mission (lazaristes) en 1895, il arriva en Chine en 1901 et prit le nom chinois de Lei Ming-Yuan, ce qui veut dire « Le Tonnerre qui chante au loin ». Il peut être considéré comme l'un des précurseurs (mais si, les précurseurs, cela existe) de l'inculturation du catholicisme dans la société et la culture chinoises. Il a joué un rôle important dans le sacre des six premiers évêques autochtones par le pape Pie XI le 28 octobre 1926. Adversaire déclaré des ingérences occidentales et japonaises, il s'est fait naturaliser chinois en 1927. En 1928-1929, il fonda deux congrégations monastiques. De 1937 à sa mort, en 1940, il prit part à la guerre sino-japonaise en formant un corps de brancardiers au service de l'armée chinoise. Voir : Jean-Paul WIEST, « The Legacy of Vincent Lebbe », *International Bulletin of Missionary Research*, 23:1, 1999, 33-37, Overseas Ministries Study Center ; Jacques LECLERCQ, *Vie du Père Lebbe*, Tournai-Paris, Castermann, 1955 ; Claude SOETENS, *L'Église catholique en Chine au XX^e siècle*, op. cit. ; id., « Mission chrétienne en Chine selon Ricci et méthode de Tientsin (Vincent Lebbe) », 99-120, in Jean COMBY (dir.), *Diffusion et acculturation du christianisme (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Karthala, 2005.

qui ne la respectaient pas, c'est qu'il avait besoin d'un nouveau modèle missionnaire, capable de soutenir le projet intransigeant développé par Léon XIII, relancé par Benoît XV au lendemain de la guerre mondiale, et repris avec vigueur par Pie XI dans les turbulences de l'entre-deux-guerres. Ce projet peut se définir par un refus, une volonté et une espérance. Refus d'un christianisme réduit à la vie privée et au salut individuel. Volonté d'annoncer au monde des vérités de salut social, qui concernent tous les hommes dans leur vie familiale, professionnelle et associative. Espoir que le Christ régnera un jour sur une société chrétienne universelle, où la paix et le souci du bien commun apporteront à chacun la dignité et la justice. Ce projet, évidemment utopique, nécessitait un objectif intermédiaire qui puisse mobiliser les fidèles. Ce fut la formation d'une action catholique capable de pénétrer la société, une action spécialisée, organisée en autant de mouvements qu'il y existait de groupes professionnels. Cet objectif prioritaire, étendu des nations christianisées aux pays de mission, a déterminé le choix du nouveau modèle missionnaire. À l'action catholique spécialisée et adaptée à chaque milieu social devait correspondre une action missionnaire spécialisée et adaptée à chaque milieu culturel. Le projet intransigeant supposait l'universalité des vérités chrétiennes de salut social. Mais sa mise en œuvre imposait la diversité des modes d'action et de propagande.

Une diversité d'autant mieux assumée que l'Europe, déchirée par les antagonismes nationaux et idéologiques, ne pouvait plus servir de modèle. Au Vatican, on ne croyait plus en l'avenir des empires coloniaux, on ne croyait plus qu'il y aurait toujours un consul de France, d'Italie ou de Belgique pour venir au secours des missions catholiques de Chine et d'ailleurs. On y croyait d'autant moins qu'après la guerre mondiale les puissances occidentales traitaient mal l'Église. En 1919, Benoît XV publia la nouvelle charte des missions, l'encyclique *Maximum Illud*, alors que le Saint-Siège était exclu de la conférence de la paix et de la Société des Nations. Ce fut au moment où il se trouvait bloqué sur le plan